

## Considérations autour de l'Agriculture Paysanne.

Thomas Regazzola. Été 2017

### **Subordination/autonomie.**

Le cultivateur paysan a occupé, longtemps une place centrale dans les échanges sociaux du territoire; aujourd'hui cette place est de plus en plus exiguë et contrainte. L'aval de la production agricole est (presque) entièrement dominé par l'industrie agroalimentaire, par les grandes entreprises exportatrices, la grande distribution, l'urbanisation... L'amont a été colonisé par l'agrochimie, par l'industrie agroalimentaire (encore !)<sup>1</sup> et par l'aménagement du territoire.

Otages de ces maîtres, les producteurs ont de moins en moins d'autonomie de décision, leurs relations avec le reste du corps social se raréfient. Réciproquement, le citoyen a de plus en plus de mal à appréhender les arrière-plans de l'alimentation qu'on lui propose et à percevoir les rapports qu'elle entretient avec l'agriculture.

Une minorité de producteurs semblent échapper à la crise des compétitivités : ayant gardé ou récupéré un modèle de fonctionnement paysan qui les affranchit des contraintes imposées par les grands opérateurs, entretenant une forte proximité avec les réseaux sociaux qui animent leur territoire, ils se montrent étonnement résistants.

Souvent, les comportements de ces cultivateurs "autonomes" sont valorisés, en raison de leur contribution à la préservation de l'environnement, à la diversité des espèces, à la conservation des paysages. Sans doute, on n'a pas tort de souligner que leurs façons culturelles réduisent d'autant les dégâts infligés au milieu, par l'agriculture industrialisée. Toutefois, la portée de leurs choix va bien au-delà de ces considérations environnementales car l'articulation de leurs productions avec la demande de citoyens proactifs ouvre des espaces (relativement) autonomes, dans lesquels peuvent éclore des dispositifs de distribution alimentaire innovants qui permettent à leurs exploitations d'écouler leur production, tout en limitant fortement les fuites de valeur ajoutée vers l'extérieur et en réinjectant un ensemble de ressources dans l'activité locale.

La défense de ces dispositifs locaux d'échange marchand qui rabattent la transaction économique sur le territoire, va beaucoup plus loin que le "*sauvetage de quelques paysans qui, autrement, auraient été éliminés*" : ils pourraient constituer l'embryon d'un paradigme de développement inédit, d'une nouvelle forme d'organisation du système socio-territorial, compatible avec des écosystèmes locaux (relativement) autonomes.

### **Récupérer son autonomie c'est réintégrer le tissu social du territoire.**

S'émanciper des contrats d'intégration et de fourniture qui assujettissent, depuis l'amont et depuis l'aval, la très grande majorité des exploitants, les réduisant à simples exécuteurs des protocoles de l'industrie agro-chimique et agro-alimentaire, n'est pas une décision anodine et constitue un "choix de vie".

Sans doute, cela permet de décider librement comment valoriser les matières premières disponibles : terre, travail, compétences... Cependant, renoncer aux méthodes intensives cela signifie, aussi, avoir des rendements moindres, prendre son parti d'exploitations de taille petite-moyenne, où les machines ne sauraient remplacer l'humain, l'outil, le geste, où les rapports de travail et les rapports sociaux restent basés sur la proximité, la confiance, la réciprocité. En revanche, cela libère du temps pour diversifier les sources de revenu et compenser les faibles rendements par des recettes supplémentaires : transformation des productions, activités didactiques, accueil...

Cela permet, aussi, de libérer un ensemble de ressources qu'on aura soustrait à la délocalisation : dépenses d'achats d'intrants, couts de travaux et services agricoles, d'expertise, de conseil...

---

<sup>1</sup> Les contrats de fourniture colonisent la production, avant même qu'elle existe.

prélèvements qu'on aurait subi si on avait contracté des emprunts, manques à gagner liés aux rabais imposés par la grande distribution, annulation des coûts de transaction et de publicité, grâce à l'intégration dans les réseaux locaux...

Pourtant, au-delà des avantages environnementaux, au-delà même de la préservation de ressources économiques, l'intérêt de la reconquête de l'autonomie professionnelle du cultivateur réside dans le rétablissement d'une continuité entre toute une partie de la société civile et toute une partie des producteurs de nourriture.

Car, si les quantités trop modestes que l'on peut produire, sans intrants, sur des exploitations de taille difficilement mécanisables, interdisent l'accès aux circuits commerciaux dominants, le fait de produire "proprement", avec des techniques à faible impact environnemental<sup>2</sup> est, justement, ce qui qualifie ces producteurs aux yeux d'une partie de plus en plus importante de la demande de leur territoire et leur permet de se tourner vers la consommation locale.

Qu'ils aient reçu la terre en héritage, ou qu'ils y soient venus après avoir pratiqué d'autres activités, l'objectif principal de ces paysans n'est pas la croissance économique, mais la maîtrise des productions et des techniques, et, surtout, la réalisation d'un équilibre rendements/quantité de travail, d'une nature tout autre que les agrandissements qui "*vous obligent à courir après le marché*".

Ainsi les formes alternatives de commercialisation nourries par cette demande<sup>3</sup> surgissent au croisement de deux "trajectoires d'insubordination" : celle de groupes de citoyens proactifs, fatigués par les fourberies-marketing de la grande distribution, désirant une alimentation authentique et sans danger et celle de cultivateurs désabusés par l'agro-industrie, qui contestent les prescriptions des organismes agricoles dominants et préfèrent adopter des pratiques écologiques qu'ils exposent au regard et au jugement du groupe local.

Contrairement à l'agriculture conventionnelle, qui enferme le producteur dans des circulations étrangères, pilotées de l'extérieur, le volonté d'autonomie rapproche le paysan d'un grand nombre de citoyens, notamment des acteurs des réseaux locaux (associatifs, syndicaux, éducatifs, municipaux)<sup>4</sup>, réceptifs à ce qui a trait au territoire, à la terre, à la nature, partageant les mêmes désirs de donner du sens au travail et un fondement éthique à l'activité économique.

Cette proximité constitue le soubassement indispensable pour l'organisation de dispositifs de circulation économique locale, sans lequel les producteurs autonomes seraient privés des débouchés indispensables et les habitants pourraient difficilement s'approvisionner de façon saine.

## **Il n'y a pas d'agriculture paysanne, sans dispositifs locaux de distribution alimentaire.**

Quels que soient les avantages immédiats des modes de production de l'agriculture paysanne (plus grande diversité des cultures, réduction des pollutions, meilleure sécurité alimentaire, amélioration du pouvoir d'achat du cultivateur, nombre d'emplois plus important, plus d'attention pour le territoire), l'appréhender seulement du point de vue de ses techniques culturelles reviendrait à ne plus percevoir sa signification et, finalement, à la déconsidérer.

Tout comme l'agriculture productiviste n'est pas pensable séparément du système agro-alimentaire qui délocalise la valeur produite par les territoires et qui transforme les cultivateurs en main-d'œuvre d'une activité industrialisée, l'agriculture paysanne ne peut être dissociée du fonctionnement d'innombrables dispositifs localisés "production-distribution-consommation", où

---

<sup>2</sup> Non seulement moins d'intrants, mais aussi moins de pathologies liées à la monoculture.

<sup>3</sup> On verra plus loin que la demande locale a joué, toujours, un rôle pionnier, en prêtant main forte, dans un esprit militant, à l'organisation des circuits de commercialisation.

<sup>4</sup> Il n'est pas rare que, au-delà du désir d'une alimentation saine, ces acteurs poursuivent aussi des visées socio-économico-territoriales plus vastes : reconstitution de tissus sociaux en voie de désertification ou de "banlieuisation", soutien aux activités écologiques propices au développement local, affranchissement (au moins partiel) des grandes structures opérationnelles qui centralisent la valeur ajoutée produite localement et disposent du pouvoir de peser très fortement sur le devenir de chaque territoire.

l'échange marchand, subordonné à un cadre éthique partagé, restituée aux producteurs autonomes la fonction sociale de pourvoyeur de nourriture, tout en leur permettant de bénéficier d'un avantage compétitif considérable.

La naissance de ces nouveaux dispositifs de circulation économiques, organisés, au sein d'alliances territoriales spontanées, entre citoyens proactifs et cultivateurs autonomes, a été rendue possible par l'évolution des mentalités collectives qui, depuis plusieurs décennies, a fait mûrir, dans de nombreux pays du monde, une conscience de la limitation de la planète et a encouragé le désir d'une plus grande maîtrise sur sa propre vie.

L'épuisement des Trente Glorieuses, le rétrécissement de l'Etat-providence, l'expérience des fragilités provoquées dans l'économie réelle par l'hypertrophie financière, l'évidence d'incessants scandales alimentaires<sup>5</sup>, celle des retombées sanitaires liées à l'utilisation des produits chimiques, le constat d'une corrélation entre disparition des économies de proximité, délitement de la cohésion sociale et montée de l'individualisme, le soupçon que l'industrialisation agricole ne serait pas soutenable, ont vulgarisé l'intuition que le développement serait, forcément, confronté à des limites, ont fait naître des interrogations quant à la capacité des grandes organisations distantes à maîtriser la croissance, ont placé au premier plan le thème des ressources naturelles et les termes de pollution, d'environnement, d'écologie, ont suscité un renouveau d'intérêt pour la nourriture, le terroir et pour les producteurs de ce qu'on consomme.

Au sein de ces turbulences, des formes inédites de commercialisation directe qui reconnectent la production au territoire ont fait leur apparition, généralement, par l'initiative de militants-citoyens-consommateurs proactifs qui les ont promues, les ont animées, tout en prenant en charge la phase commerciale finale<sup>6</sup>.

Se maintenant, pendant plusieurs décennies et jusqu'à aujourd'hui, dans des dizaines de pays différents<sup>7</sup>, dans toutes les parties du monde, leur activité a impliqué des centaines de milliers (voire des millions) d'acteurs, en touchant un nombre beaucoup plus important de simples consommateurs, voire de citoyens, drainés par les très nombreuses manifestations commerciales, festives où de réflexion qu'elles organisent.

Le travail obstiné de ces nouvelles alliances locales a joué, sans doute et continue à jouer, un rôle de catalyseur très important, contribuant à recoudre la profonde déchirure que le système dominant a organisé entre la consommation et les activités productives et faisant ressurgir, dans les représentations collectives, l'image, l'idée, le désir de ce lien direct entre production et consommation dont l'urbanisation, l'industrie agro-alimentaire et la grande distribution avaient presque complètement effacé le souvenir.

La remise en cause par les groupes de citoyens proactifs et de cultivateurs autonomes des modes de production-distribution dominants, a fait naître des nouvelles complicités, leur permettant de partager, au-delà de l'alimentation saine, des idées plus vastes : affranchissement des grandes structures qui s'approprient la valeur ajoutée, soutien au développement local, reconstitution du tissu social du territoire.

---

<sup>5</sup> Depuis les années '60, tous les dix ans, des scandales alimentaires de grande envergure viennent révéler au grand public les horreurs et les abus qui se cachent derrière son alimentation : les poulets aux hormones du début des années '60, le steak qui fond dans le poêle des années 70, le boycott du veau aux hormones des années '80, la vache folle des années '90, les lasagne Spanghero des années 2000...

<sup>6</sup> Dans une période plus récente, ce sont les producteurs eux-mêmes qui font naître toute une palette de structures de distribution (paniers paysans, drives paysans, Point de Vente Collectif, magasins de producteurs ...), pilotant directement l'ensemble du processus.

<sup>7</sup> 1965, Teikei (Japon); 1965, Foods guilds (Suisse); 1985, Community Supported Agriculture (USA). Ce mouvement débarque en France, avec Les Jardins de Cocagne en 1991; en 1994, il s'implante en Italie où il a donné naissance à une multitude de Gruppi d'Acquisto Solidali (GAS) et, en 2000, en France avec l'apparition des AMAP.

Signe des temps, dans cette même époque, différents petits mouvements agricoles de défense des petits cultivateurs autonomes, se rassemblent, donnant naissance, en 1987, à la Confédération Paysanne, défenseur de la petite agriculture familiale, farouchement opposée au productivisme-chimico-industriel-exportateur de la FNSEA.

Cette recherche d'autonomie de décision et de liberté de choix est, sans doute, le soubassement sur lequel s'épanouit actuellement la progression des circuits courts et du "*consommer local*" et qui favorise, aussi, l'impressionnante croissance de l'agriculture bio.

Bien plus que dans ses méthodes culturales, la portée stratégique de l'agriculture paysanne réside dans ces nouvelles alliances producteurs-citoyens qui en constituent les supports indissociables et qui ont l'immense mérite d'avoir ramené à la vie des dispositifs horizontaux de circulation de la valeur, dont les centres de gravité ne sont plus pilotés par quelque état-major distant, mais insistent sur les espaces de vie des habitants eux mêmes.

### **Ces dispositifs localisés d'échange sont exactement aux antipodes du système dominant.**

Le système actuel de distribution de marchandises et de services est constitué, essentiellement, par des grands assemblages ramifiées qui se développent, s'étendent, se font concurrence et se dévorent, suivant des stratégies de croissance dimensionnelle et d'économie d'échelle (toujours plus grand, toujours plus loin, toujours plus vaste...).

D'innombrables unités, largement distribuées sur le territoire, mais rigoureusement centralisées, forment des cascades de filiales, succursales, établissements secondaires, magasins et boutiques franchisées... chargées de collecter, partout, la dépense des habitants, de la convoier vers un nombre relativement restreint de maisons-mère, où la valeur ajoutée est séquestrée et incorporée à la circulation financière générale, pour qu'elle participe aux compétitions du marché global. Le moins qu'on puisse dire est que ce type d'organisation, polarisé par les concentrations, la réduction des coûts, la maximisation des bénéfices, ne contribue que faiblement à l'enrichissement du territoire.

Par contre, les systèmes d'échanges qui s'organisent autour de l'autonomie productive des paysans, fonctionnent de façon tout différente et poursuivent des finalités tout autres.

Il s'agit d'une multiplicité de dispositifs autonomes de circulation économique locale, solidement enracinés à un territoire, pratiquement dépourvus de liens avec la sphère financière, dont la dimension est inévitablement limitée par ces caractéristiques mêmes (proximité, connaissance, confiance), qui constituent leur grand avantage concurrentiel.

Leur petite dimension n'est pas le signe d'une crainte, d'une crispation sur le passé ou d'une nostalgie esthétisante, ni même celui d'une incapacité d'organisation ou logistique. Elle correspond au fait qu'un nœud central (une exploitation agricole, un commerce, une structure de distribution) ne prétend gérer d'autres relations que celles qu'il peut entretenir, par des rapports interpersonnels directs (réels ou virtuels). Loin d'être un manque, la petite dimension de ces dispositifs d'échange, facilite l'implication de parties-prenantes (bénévoles, usagers, salariés), favorise le développement d'interrelations de confiance, engendre transparence, contrôle social, solidarité et permet de tirer profit des économies de relation. Loin d'être, tout bonnement, le contraire ou le négatif de grand, la petite dimension est une propriété spécifique, dotée de caractéristiques autonomes.

Leur taille réduite, leur foisonnement, l'autonomie dont ils jouissent, leur hétérogénéité, leur dissémination spatiale constituent, sans doute, la meilleure défense contre toute entreprise de récupération car elles compliquent l'organisation de ces rachats que les grands opérateurs utilisent pour croître et constitue aussi un rempart (peut-être même, le seul possible) contre l'industrialisation des façons culturales qui, déjà, menace l'agriculture biologique<sup>8</sup>.

---

<sup>8</sup> Profitant de l'augmentation du nombre des consommateurs attentifs à la nourriture et de l'attitude des pouvoirs publics qui voient d'un bon œil son verdissement, l'agriculture biologique connaît une croissance très importante. Dans le même temps, les lobbys agro-industriels exercent des fortes pressions pour "harmoniser" les règles et rendre le label européen compatible avec la production industrialisée des multinationales, voire des grandes coopératives (suppression du contrôle annuel, focalisé plutôt sur le produit, que sur les pratiques de production... aménagement des normes sur les résidus de pesticides... introduction d'un certain flou dans certains critères... autorisation de la culture hors sol et des fermes mixtes,... sans oublier les tentatives de certains géants agro-alimentaires de privatiser le mot "BIO", lui-même...). De son côté, la grande distribution attend que ce nouveau marché devienne suffisamment porteur, pour continuer à soustraire la valeur ajoutée au territoire. Les signes de cette évolution sont déjà perceptibles tant il est vrai que la Fnab constate que les fermes en conversion bio sont de plus industrialisées et de dimensions de plus en plus grandes.

Par ailleurs, la petite dimension est aussi ce qui permet d'éviter les contraintes qui s'accumulent quand une action, une présence, une influence s'emploie à dépasser son environnement réel, son entourage immédiat, entraînant la mise en place de chaînes d'intermédiation de plus en plus nombreuses, longues, complexe et formalisées, qui se chargent de gérer des relations éloignées dans le temps et dans l'espace.

Il en va de même de la proximité consommateur-producteur qui permet au groupe local d'évaluer directement les rapports que chaque producteur entretient avec l'agro-chimie, de juger de ses conditions de travail, d'accepter ou de refuser ses produits, pratiquant l'auto certification collective, de façon autonome, sans en passer par des organismes-tiers, nécessairement, distants. Avec le recul de plusieurs décennies d'existence, on peut dire que, malgré des dimensions économiques fort modestes, l'efficacité ponctuelle de chacun de ces dispositifs de circulation locale de la valeur n'est plus à démontrer.

### **Efficacité ponctuelle ne signifie pas modèle généralisable.**

Pourtant, *efficacité ponctuelle* ne signifie aucunement que le modèle de ces dispositifs ait vocation à remplacer l'agriculture dominante<sup>9</sup>.

Ce n'est pas seulement parce que, comme le souligne la Confédération paysanne : "*le cadre économique actuel et les règles de la politique agricole commune interdisent la généralisation de ces pratiques*", mais surtout parce que l'hypothèse même d'une généralisation<sup>10</sup>, contredit leur nature intime qui est, avant tout, d'être locales, engendrées par le bas, fondées sur la proximité et la confiance. La signification de ces dispositifs de circulation, le grand intérêt d'en faciliter la multiplication, autant que la demande locale puisse le permettre, ne réside pas dans l'espoir de "*devenir calife à la place du calife*"<sup>11</sup>. L'enjeu n'est pas dans la future substitution d'un modèle totalisateur, par un modèle différent, mais tout autant global; il réside dans leur fonction de catalyseurs actuels de l'imaginaire collectif qui diffusent la critique du productivisme et de l'absolutisme du marché, mettant en évidence (et mesurant) par des exemples concrets la viabilité économique d'une agriculture différente, qui mettent à l'épreuve la problématique du lien direct entre consommateur et producteur. Pour ne rien dire du fait que ces *singularités* sont porteuses d'une conception du territoire valorisant la différence et la diversité, très éloignée du modèle des grands espaces homogènes, imaginés dans l'espoir de maximiser les bénéfices.

En retenant dans le territoire une partie des coûts de l'exploitation conventionnelle et une fraction non nulle de la valeur générée localement, en orientant une part des dépenses du consommateur vers l'amélioration du revenu du producteur, en pratiquant des formes de circulation économique où l'échange marchand, assujéti à une vision du monde partagée, favorise les liaisons inter-individuelles, au lieu de les désagréger, chacune de ces *singularités* apporte la preuve que des systèmes locaux de circulation économique, non subordonnés aux grandes organisations gestionnaires, partiellement déconnectés des canaux de drainage financier, sont économiquement viables et socialement utiles.

En assurant une partie du ravitaillement de son propre territoire, à des prix comparables à ceux de la GD, sans être obligée de rentrer en compétition avec le marché global, chacun de ces dispositifs d'échange montre qu'il est possible d'ouvrir, partout, des espaces, plus ou moins complètement soustraits à la domination du marché global; il témoigne, *contre le message*

---

<sup>9</sup> L'espoir, qu'une simple accumulation quantitative (1 + 1 + 1...), finisse par se transformer en un remplacement de paradigme n'est qu'une illusion, oubliant que "*la transformation de la quantité en qualité*" passe par des "brusques changements d'état" (ruptures), nécessitant des énergies très grandes et très intenses.

<sup>10</sup> Personne, d'ailleurs, n'est en mesure de dire si il serait opportun que le modèle de production-distribution locale, organisé par d'alliances producteurs paysans-consommateurs citoyens remplace le paradigme agro-alimentaire existant. Il est assez probable que les deux modèles constituent des réponses à des besoins différents.

<sup>11</sup> Ni dans la nostalgie de cette "*Nation paysanne*" que l'on découvre aux origines de l'agriculture biologique.

*dominant*<sup>12</sup>, qu'une "économie locale horizontale" est praticable, que l'espace local n'est pas irrémédiablement livré aux impératifs de la financiarisation, qu'il a une certaine capacité d'autonomie, qu'il possède suffisamment de ressources pour s'approprier d'une fraction non nulle de la valeur ajoutée produite.

### **Bien plus que d'une forme culturelle, l'agriculture paysanne est une conception du territoire.**

L'existence de ces espaces (partiellement) autonomes ne saurait relever d'aucune planification centralisée car elle est entièrement tributaire de dynamiques locales spécifiques. C'est pourquoi l'agriculture paysanne ne peut s'imaginer que sous la forme d'une multitude de *singularités*<sup>13</sup>, disséminées au milieu d'espaces régis par des modèles différents, à l'intérieur desquelles cultivateurs autonomes et réseaux de la société civile auraient élaboré leurs propres dispositifs communs de circulation économique.

En somme, parler d'agriculture paysanne ce n'est pas comme parler d'agriculture biologique, d'agro-écologie, de biodynamique ou de permaculture. Défendre l'agriculture paysanne ce n'est pas défendre une technique culturelle, c'est défendre une réalité articulée et complexe: tout à la fois, autonomie d'acteurs réels, structure foncière, dispositifs de circulation économique qui organisent l'échange marchand en fonction d'attentes locales, tout en l'empêchant de déborder un cadre éthique partagé... C'est, en même temps, revendiquer une organisation du territoire éloignée de toute homogénéité, laissant toute leur place à des singularités, reconnues et valorisées.

### **Peut-on actualiser cette énergie potentielle ?**

Aucune agriculture paysanne ne saurait fonctionner, en l'absence d'une alliance locale entre producteurs autonomes et consommateurs éclairés, élaborant ses propres dispositifs de circulation économique, dont la constitution ne dépendent que des capacités d'auto-organisation des forces locales.

Chaque territoire compte de très nombreux groupes, collectifs, associations, investis dans divers secteurs d'activité; toutes ces cellules invoquent, à l'unisson, une *autre* consommation, une *autre* agriculture, un développement économique écologiquement et socialement soutenable, fondé, d'abord, sur la valorisation des ressources locales et sur la relocalisation de la richesse...

Que sur un même territoire, nombre de groupes différents partagent la même aspiration et en appellent de leurs vœux "un monde centré non sur la maximisation du profit, mais sur l'humain", constitue, objectivement, un gisement d'énergie potentielle considérable.

Pour que cette puissance virtuelle s'actualise, il faudrait que les paysans ayant conquis leur autonomie prennent acte que sans cet ensemble disparate d'acteurs de la société civile qui investissent, de mille façon différentes, leurs énergies dans l'espoir et la recherche d'une transition, ils n'auraient d'autre interlocuteur que le marché global... Symétriquement, les consommateurs devraient comprendre que, sans prêter main forte à la défense de structures foncières propices à l'agriculture paysanne, leur recherche de nourriture saine ne pourra déboucher que dans l'industrialisation de la bio. Cette puissance virtuelle ne pourra s'actualiser, se réaliser, si de part et d'autre, les entités locales (organes des cultivateurs autonomes et réseaux de la société civile), ne réussiront pas à vaincre leur tendance à s'absorber dans leur tâche particulière<sup>14</sup>, pour construire des instances communes à tous ceux qui s'ingénient à élargir leur propre espace d'autonomie et d'innovation, de façon à élaborer ce qu'ils partagent, à formaliser leur identité collective et à représenter légitimement l'ensemble.

---

<sup>12</sup> TINA : *there is no alternative*.

<sup>13</sup> Que les nouvelles techniques de communication peuvent facilement, relier les unes aux autres.

<sup>14</sup> Se satisfaisant des rapports sporadiques qu'elle tisse, occasionnellement, avec d'autres entités.

Sans doute, on peut nourrir des doutes quant à la solidité intrinsèque de ces assemblages hétérogènes ... n'empêche que cet ensemble d'acteurs qui préfèrent décider quoi et de quelle façon produire, quoi et de quelle façon consommer, qui prennent des initiative et investissent leurs forces dans la recherche des voies et des modes d'une transition, représente la somme des énergies disponibles et qu'il constitue le soubassement objectif, le terreau indispensable sans lequel aucun dispositifs local de circulation économique ne peut se constituer, ni fonctionner, sans lequel l'agriculture paysanne reste sans interlocuteurs.

Bien qu'il ne s'agisse pas d'en faire le modèle dominant, ces assemblages localisés production-commercialisation-consommation, indissociables de l'existence même de l'agriculture paysanne, ne doivent pas être laissées à eux-mêmes. Tout au contraire : ces niches d'innovation doivent être reconnues, leur formation doit être favorisée et doivent pouvoir se multiplier<sup>15</sup>, autant que la demande des habitants de chaque territoire peut le permettre.

En réparant les dommages infligés au territoire par la rupture du lien production-consommation, en réintégrant l'alimentation dans des contextes locaux, riches de rapports personnels, soumis à un fort contrôle social, en retissant des liens entre paysans et population, en rétablissant une continuité entre centres urbains et territoires ruraux, en confortant, d'une façon autre que folklorique, les identités locales dont l'importance dans la performance économique n'est plus à démontrer, la prolifération de ces dispositifs locaux aurait des répercussions importantes sur la structuration et la vitalité économique, culturelle, sociale de tous les territoires extra métropolitains<sup>16</sup>.

En même temps, le fonctionnement (partiellement) autonomes de toutes ces *singularités* limiterait considérablement les prétentions totalitaires du paradigme dominant, en prouvant, par l'exemple, que le territoire peut fonctionner autrement qu'en obéissant à un modèle unique, laissant émerger l'idée que, loin d'être une simple survivance, l'agriculture paysanne pourrait se révéler une ressource précieuse dans la solution de la crise écologique, voire de la crise économique globale et pourrait être une des clefs de la transition vers un système économique soutenable.

---

<sup>15</sup> Leur multiplication en tant qu'émetteurs de signaux, augmente certainement l'efficacité du message; sans pour autant signifier leur généralisation.

<sup>16</sup> Le problème du ravitaillement alimentaire des villes-métropoles mérite des développements spécifiques.